

Journal Décembre 2014

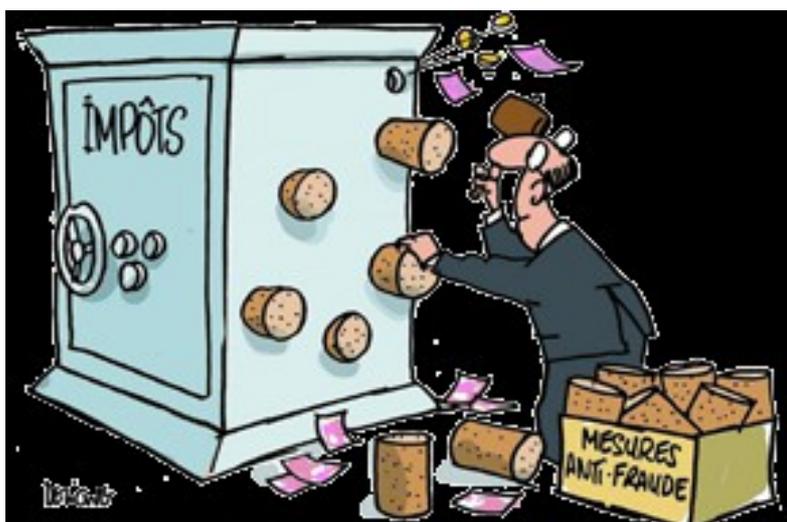
« passées les bornes, il n'y a plus de limite » Pierre DAC

## Élections du 4 décembre

Nous laissons à chacune et à chacun le soin de juger notre action durant les trois années qui se sont écoulées depuis le dernier scrutin. Notre action ou plutôt nos actions tant au plan local que national n'ont été guidées que par la défense des intérêts de tous les personnels au travers des valeurs qui sont les nôtres à savoir la solidarité, l'unité et la justice.

Un CTL s'est tenu le 26 novembre. Vous trouverez ci après les différents sujets abordés.

Une fois encore mais une fois de trop, la Direction a montré son inappétence au dialogue social ne respectant pas les textes en vigueur. Quant au contenu, il fut très pauvre. La seule chose qui soit sûre c'est que le contrôle fiscal est en péril. Il est en passe de devenir à un couteau sans manche qui n'aurait pas de lame.



Le plan de contrôle citoyen n'est que l'ébauche du poids des lobbies sur la politique mise en œuvre à la DGFIP. Faut-il s'excuser de contrôler ?

Le Medef affiche son refus du contrôle fiscal comme contrepartie du système déclaratif mais demande des contrôles orientés vers l'AUDIT

De plus en plus nombreux sont les témoignages de malaise voire de mal-être. Celui-ci est nourri par les impératifs de cadencement, d'objectifs, de pression découlant de la prégnance de certains indicateurs (perspectives de recouvrement par exemple dès le stade de la programmation).

Or le risque est de voir s'accroître cette pression statistique. En effet, la lecture du projet de loi de finances est très instructive :

pour la première année, la notion de finalité dissuasive a disparu (alors qu'elle faisait partie des finalités répétées sans relâche par la Direction générale), ce qui laisse craindre une pression encore plus forte sur les services de recherche et de contrôle en termes de perspectives de recouvrement (alors qu'elles ne sont pas toujours «prévisibles») ou de prégnance de la finalité répressive.

Difficile dans de telles conditions d'être sensible aux propos volontaristes des pouvoirs publics en matière de lutte contre la fraude fiscale

Conséquence directe de la baisse des moyens, de la gestion statistique, des contraintes du contrôle interne, de la volonté de formater le contrôle et du mode de management, les conditions de travail se dégradent

..

Si l'actualité et la communication «politique» porte souvent sur la lutte contre la fraude fiscale internationale, il n'en demeure pas moins vrai que toutes les formes de fraudes se développent, ce qui nécessite un renforcement des services de recherche et de contrôle départementaux.

Quelle est l'ambition des pouvoirs publics ? Nul ne le sait vraiment ...

### **Mise au point: Quoi de neuf sur les vérifications en Corse?**

Les vérificateurs sont-ils obligés de faire des vérifications en Corse?

Le discours de Mme de Gentile des chefs de brigade varient selon l'humeur: Vous êtes obligés ou vous êtes invités

Le discours de la direction est pour le moins fumeux et contradictoire. Mme la DIRECTRICE arrive dans la même phrase, grâce à une contorsion de langage à dire tout et son contraire.

Jusqu'à présent et jusqu'à désormais, c'est sur la base du volontariat que les agents allaient en Corse pour SOLIDAIRES Finances Publiques, compte tenu du niveau plus que minable des remboursements de nuitée, il serait indécent que la direction impose aux agents de payer pour travailler

**Un conseil à ceux de nos collègues qui se déplacent ou qui partent en vacances.** Évitez de faire des cascades en moto, ou de jouer au bowling, c'est dangereux!!



### Petits arrangements entre amis et la fin des haricots

Je ne sais pas si vous avez remarqué mais en juin et surtout en fin d'année l'encadrement a de la fumée qui sort par les oreilles. Ce symptôme atteint également une majorité de vérificateurs et se propage chez les rédacteurs, et enfin tous les agents sont atteints dans tous les services.

La connexion des affaires va aller bon train

Cette fin d'année 2014 risque d'être un peu plus stressante, car outre les difficultés habituelles vient s'ajouter le retard pris du fait de l'obligation pour les entreprises de produire leur comptabilité dématérialisée,

La mise en place d'ALTO 2 a été chaotique et chronophage. Les représentants de SOLIDAIRES l'ont rappelé à la direction, lors du CTL du 26 novembre. La mauvaise foi de la Direction est patent et elle est carrément dans le déni.

Moyer



e

Il en va ainsi des difficultés croissantes en matière de programmation. Les PCE, surchargés, font face à une diversité et à une complexité des tâches croissante, ce qui nuit à la programmation. Dans les brigades de vérification, l'auto programmation se développe, bien au-delà de la seule auto programmation dite «induite» (avec parfois des objectifs chiffrés !). Les réunions de brigades se vident bien souvent de toute substance fiscale, tant la pression statistique est forte.

Au surplus, le faible nombre de réunions métiers (de type «journées d'étude») freine voire empêche toute mutualisation alors que celle-ci est absolument nécessaire.

Dans l'exercice quotidien, la disparition du dossier «papier» n'a pas été remplacée par un dossier dématérialisé complet, ce qui se a par des démarches «chronophages» pour reconstituer un dossier, notamment en matière de contrôle patrimonial (alors que celui-ci est censé se développer...).

Ajoutons à cela de nombreuses questions sur l'organisation de la recherche (qui pilote quoi?) et, enfin, le sentiment très largement partagé de l'absence de soutien technique... Ajoutons à cela les interrogations sur l'évolution d'un contrôle «revenus patrimoine» qui s'annonce lourd et complexe à mettre en œuvre.

#### **Quand régime indemnitaire rime avec misère :Beaucoup de questions sans réponse**

Dans la sphère du contrôle fiscal, la rémunération et, plus spécialement, les agents du contrôle fiscal ont fait les frais de la mise en place des régimes indemnitaires unifiés et les frais de mission. En la matière, le moins que l'on puisse dire, c'est que le sentiment des agents est qu'il aura fallu se battre longtemps pour parvenir seulement à limiter les dégâts...

Tout cela a de quoi alimenter le légitime ressentiment des agents à l'heure où c'est bien la revalorisation des régimes indemnitaires qui constitue un enjeu prioritaire en matière de reconnaissance des agents.

Des agents maltraités subissant des pertes de revenus liées à la non compensation de l'imposition des ACF, liées aussi à l'insuffisance notoire du remboursement des frais engagés dans le cadre de l'exercice de la mission, et cerise sur le gâteau, des agents apprenant la sortie du projet de budget qui mentionne une baisse sensible du poste «frais de déplacement»

A la Dircofi SUD EST lors du CTL du 26 novembre, SOLIDAIRES a dénoncé le mutisme de la centrale sur le sujet et l'impuissance de la division RH dépendante du service SLR a pouvoir apporté des réponses aux nombreux agents qui sont dans l'incapacité de déchiffrer leur bulletin de paye

## Brigade patrimoniale à la DIRCOFI :

NI pour, ni contre : bien au contraire

Si une approche «revenus/patrimoine » est bien évidemment nécessaire, il n'en demeure pas moins qu'en pratique, le contrôle patrimonial requiert une technicité particulière (nous avons ainsi détaillé le parcours du combattant d'un vérificateur effectuant les recoupements et les recherches d'informations préalables à un contrôle. En outre, la question de l'articulation du contrôle d'une entreprise et de son dirigeant est posée. Nous mènerons là aussi cette discussion avec les agents en charge du contrôle, tant les enjeux sont importants,



Cette brigade sera composée de 10 vérificateurs, d'un IP et un IDIV Expert ( 3agents à Cannes , le reste à MARSEILLE) Pas de poste d'agent B ni de C

Mme De Gentile a répété qu'il s'agissait d'une expérimentation qui n'a pas débutée pour cacher son absence de réflexion sur le sujet.

## **Brigade réunionnaise : Ti'Punch pour tout le monde ou pas ?**

Pas de contrôleur pas de secrétaire, la future brigade à la Réunion fonctionnera à minima, Il faut invoquer les dieux pour que le 1<sup>er</sup> septembre 2015, cette brigade est une véritable existence car l'arrêté sur cet création n'a toujours pas été pris.

## **PNCF : nihil nove sub sole !**

Le PNCF 2014/2018 est en pleine construction :trois axes : amélioration de la programmation, actions de soutien au profit des DDFIP, mieux assurer le recouvrement des créances issues du contrôle fiscal.

Pour les modalités d'action un seul mot d'ordre résonne : réunions, réunions, réunions.....

## **FERMETURE : Ça se passe à côté et ça nous interpelle**

Peux être en avez vous entendu parler mais notre gros voisin (3000 agents) a commencé une expérimentation intéressante. Soucieux de la qualité de vie de nos collègues, THE BIG BOSS a décidé le Locke out le jeudi. **Fermeture au public et silence téléphonique.** Les contribuables ne sont pas à un jour près pour la résolution de leurs problèmes, après tout! Malheureusement les agents eux sont présents le jeudi et mettent à profit ce calme inespéré pour «bosser», car soyons clairs quand ils reçoivent 1000 personnes les autres jours de la semaine ils sont en vacances !!Les fous furieux qu'il faut expulser par la police ou les vigiles sont sans doute la forme de détente la plus aboutie.

Heureusement que les difficultés et retards ne sont pas dus aux suppressions d'emploi, ce serait un comble!

Si l'on excepte le fait que la notion de service public a vite évoluée depuis 2008 («nous donnerons un interlocuteur unique et compétant aux contribuables, car c'est un droit pour eux ») le concept est intéressant. Si un service prend du retard, on le ferme! Mais alors

**pourquoi un jour seulement par semaine, Avec 5 jours de fermeture on risque d'être en avance sur notre retard de la semaine prochaine, avec 10 jours, etc etc**

Ceux qui veulent des explications sur leur IR ou leur TH ( qui augmentent si peu ces temps ci), des délais de paiements et pourquoi pas, tant qu'on y est, un dégrèvement n'ont qu'à aller dans les commissariats et ils pourront facilement juger de notre supériorité en matière fiscale par rapports aux collègues « flics ».

**Pierre DAC disait « passé les bornes il n'y a plus de limites»!**

Doit-on compléter en rajoutant « sans limites, on ne peut pas maintenir les 35 heures !

**Surprenant, non ?**

### **Voyage en ABSURDIE**

La célèbre marque de diffusion d'électroménager qui a fait sien le slogan du « **CONTRAT DE CONFIANCE** », risque porter plainte contre la la DGFIP !

Et pourtant la déontologie qui régit cette belle maison (la DGFIP, pas D....Y), fait sienne cette maxime, en prônant notamment la sincérité, élément fondamental d'un contrat de confiance.

Cette sincérité est exigée des agents vis-à-vis de sa hiérarchie, ce qui jusque-là est tout à fait normal !

Là ou le bât blesse, et parler de bât, c'est déjà nous considérer comme des ânes, c'est que cette sincérité en prend un sacré coup lorsqu'il s'agit de rendre compte de leur travail par le filtre de la statistique.

Force est de constater que la ligne droite entre les quatre points suivants » Résultats du contrôle- Alpage- Médiane- Déontologie » n'est que pure fiction.

En effet une fois le travail de l'agent achevé, le dossier ne lui appartient plus et devient une variable d'ajustement de la production de la Maison.

Les requalifications des dossiers en VG, VP ou VS deviennent un moyen d'arrangement des résultats, de même que les « connexions » de dossiers. Il peut paraître logique de rattacher des dossiers connexes à des dossiers principaux lorsque qu'un lien économique les relie ; l'opération est moins anodine lorsque cette opération a pour but d'arranger une médiane et au-delà les statistiques de la Maison.

En effet, par ce petit jeu d'écriture, la hiérarchie impacte fictivement un indicateur dont elle se sert pour augmenter la pression sur la médiane et donc sur les agents!

Médiane faussée par ces opérations anodines et habituelles que l'on voit apparaître vers la fin de la campagne.

Enfin, les résultats ainsi affichés par la Maison remonteront fièrement au Ministère de l'Abondance et de l'Économie, qui les répétera non moins fièrement aux représentants de la Nation.

À vrai dire il ne s'agit même pas de falsification, pensa Michel S. tandis qu'il ajustait les chiffres du Ministère de l'Abondance et de l'Économie.



Il ne s'agit que de la substitution d'un non-sens à un autre.. La plus grande partie des chiffres que l'on trafiquait n'avait aucun lien avec les données du monde réel.

Les statistiques étaient aussi fiables dans leur version originale qu'elles étaient fantaisistes dans leur version rectifiée. On comptait au premier chef, sur les statisticiens eux-mêmes pour qu'ils ne s'en souvinssent plus.

Ainsi, le Ministère de l'Abondance et de l'Économie avait, dans ses prévisions initiales, estimé le nombre de contrôles effectués dans l'année à cent quarante-cinq millions. Le chiffre indiqué par la production réelle en fin d'année était soixante-deux millions.

Michel S., cependant, en réécrivant les prévisions donna le chiffre de cinquante-sept millions, afin de permettre la déclaration habituelle que les prévisions avaient été dépassées.

Dans tous les cas, soixante-deux millions de contrôles n'était pas plus près de la vérité que cinquante-sept millions ou que cent quarante-cinq millions.

Très probablement, personne ne savait combien, dans l'ensemble, on en avait effectué, et personne, en réalité, ne s'en souciait.

Tout ce qu'on savait, c'est qu'à chaque trimestre un nombre astronomique de vérifications étaient produites, sur le papier, alors que la moitié peut-être de la population de la France n'avait plus de travail.

Merci à Georges ORWELL pour le prophétique **1984**.

### **La dernière de Nabila ( avant son incarcération) :**

T'es IP et t'es pas joignable le week-end et en vacances sur ton portable professionnel  
Non mais Allô ! Quoi

ET oui ! faut croire que certaines méthodes de management sont contagieuses à la DIRCOFI, Les crises d'autorité ça soigne!

Faites ce que je dis et pas ce que je fais, pas de problèmes, l'AFIPA n'est pas là le 10/11  
mais toi simple rédacteur tu dois vas être au bureau. SUPERBE !!

**La force de tous  
les agents de la DGFIP**